

"Petite capitale de l'Europe sous réserve" dans Süddeutsche Zeitung (11 août 1952)

Légende: Le 11 août 1952, au lendemain de la séance d'installation de la Haute Autorité de la CECA à Luxembourg, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung dresse un portrait bon enfant du Grand-Duché et pointe le peu d'enthousiasme engendré par l'événement.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. FRIEDMANN, Werner; GOLDSCHAGG, Edmund; SCHÖNINGH, Dr. Franz Josef; SCHWINGENSTEIN, August. 11.08.1952, n° 183; 8. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Kleine Europa-Hauptstadt mit Vorbehalt", auteur:Bühl, Fritz , p. 3.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/petite_capitale_de_l_europe_sous_reserve_dans_suddeutsche_zeitung_11_aout_1952-fr-eod24497-db51-4184-9570-c8cd376ff2db.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Petite capitale de l'Europe sous réserve

Cérémonie sobre pour l'intronisation de la Haute Autorité de la CECA à Luxembourg

de notre correspondant Fritz Brühl

Luxembourg, le 16 août.

Samedi soir, le défilé sur la Place d'Armes, ce carré du centre de la ville entouré de bistrotts et de magasins de souvenirs, se distinguait à peine des spectacles anodins que cette ville-résidence offre habituellement au déclin du jour. Comme d'habitude, les jeunes filles, expérimentées dans l'usage du progrès cosmétique, allaient, flânant, ne sachant si elles devaient déjà jouer à la dame ou encore à l'enfant. Tout autour se tenaient, avec leurs bicyclettes – le Luxembourg est le pays du vélocipède et des coureurs cyclistes sur route – les jeunes gens de 16 à 19 ans, cheveux et costumes coupés selon la mode américaine. Sous le feuillage des arbres, autour du kiosque à musique, leurs aînés étaient assis, presque solennels, devant leur verre de vin, d'apéritif ou de bière – symboles, pour ainsi dire, de la frontière commune entre trois pays – tandis que les projecteurs jetaient sur les bâtiments publics une lumière dorée donnant aux colonnes et aux façades un aspect de bronze. Avec trois bombardons, une armée de clarinettes, de bassons et de trompettes, la Musique militaire grand-ducale lançait ses mélodies dans l'air lourd et pluvieux du soir «en l'honneur de la réunion de la Haute Autorité du Plan Schuman», comme l'annonçait le programme. On put entendre «l'Arlésienne» de Bizet, longuement développée, puis la valse «Nouvelle Vie».

La ville espère que ce jour lui donnera une nouvelle vie, après que le cadeau du siège de la CECA lui est tombé du ciel par surprise, à l'instar de la médaille d'or de Helsinki pour le luxembourgeois Barthel. Avec une hâte comparable seulement à celle dont la ville de Bonn avait fait preuve il y a des années, les Luxembourgeois ont vidé ces jours-ci le siège de la Direction des Chemins de fer et mis à la disposition le bâtiment administratif de quatre étages situé avenue de la Liberté. Samedi encore, on pouvait voir à l'œuvre les dernières équipes de déménageurs.

Inquiets, des journalistes luxembourgeois sont allés trouver – dans leurs résidences de vacances – MM. Schuman et Adenauer pour leur demander si Luxembourg avait des chances de rester le siège de la CECA. A mesure que recule la solution du problème de la Sarre, il apparaît de plus en plus probable que Luxembourg, qui n'est qu'un bouche-trou, restera pendant longtemps la capitale du Plan Schuman, selon le vieil adage qu'il n'y a que le provisoire qui dure. Aujourd'hui encore, à l'occasion des festivités à Luxembourg, on pouvait déceler un léger mécontentement discret de la Belgique devant le fait que la victoire dans la course à la capitale n'a pas été remportée par Liège, qui aurait pu offrir des conditions meilleures à bien des égards, selon l'avis des experts qui ont parcouru l'Europe, il y a des semaines, à la recherche de villes-sièges. Les Belges doivent se consoler désormais avec la déclaration que les décisions de ce genre doivent être non pas «raisonnables, mais plutôt politiques».

Ainsi donc, c'est dans la ville située au bord de l'Alzette que les neuf membres de la Haute Autorité (deux Allemands, deux Français, deux Belges, un Luxembourgeois, un Néerlandais, un Italien) feront apposer leur nom sur leur porte, convoqueront leurs secrétaires pour la dictée et laisseront tourner le moteur de leurs voitures. L'horizon de cette ville-résidence de 70 000 habitants – le pays tout entier en compte 300 000 – n'est pas bordé de cheminées, comme à Liège, mais de forêts et de collines qui font penser à l'Eifel. Seul le bâtiment massif et pompeux de l'«ARBED», construit il y a trente ans, rappelle que dans ce pays le fer et l'acier règnent à côté, sinon au-dessus de la Grande-Duchesse. Pour le reste, cette ville, avec ses larges boulevards, son immense trafic automobile, ses églises et ses immeubles de rapport, présente l'aspect d'une ville-résidence qu'à première vue on croirait aisément peuplée d'un nombre trois fois plus élevé d'habitants.

Il n'y a guère eu, ces dernières années, d'«acte» solennel qui se soit déroulé de façon plus terre à terre, plus brève, plus dépourvue de passion, que l'intronisation des neuf hommes dimanche après-midi à l'Hôtel de Ville de Luxembourg. Quelques douzaines d'habitants seulement ont assisté à l'arrivée des délégués devant l'Hôtel de Ville, dont l'aspect extérieur donne l'impression d'avoir déjà subi l'agression de toute la suie de la

CECA. Certes, les grands lustres illuminaient la salle aux belles proportions et les appliques brillaient sur les côtés, les roses-thé se tenaient immobiles près du mur sous le portrait de la Grande-Duchesse, les drapeaux des six pays étaient adroitement dressés sur les rebords des fenêtres, les caméras des programmes d'informations hebdomadaires ronronnaient, et les habits noirs des notables du fer, de l'acier et de la politique soulignaient l'importance de l'événement. Mais après 18 minutes exactement, Jean Monnet – le visage rose, élégant et sûr de lui – en était arrivé à la phrase finale de son discours lu sans emphase, les interprètes commencèrent leur travail, la salle se vida, et 50 minutes plus tard un policier municipal, dernier à être resté dans la salle, remit de l'ordre dans les arrangements de fleurs quelque peu dérangés de-ci, de-là.

Assis à la droite de Monnet, il y avait Franz Etzel, premier vice-président de la Haute Autorité, député CDU au Bundestag, l'air quelque peu soucieux et visiblement ému par la grandeur du moment, à sa gauche avait pris place le deuxième vice-président, le belge Albert Coppé, qui, à l'âge de 41 ans, était presque le benjamin de l'institution, et à côté de lui s'était tenu Heinz Potthoff, ancien chef de la délégation allemande dans l'Administration de la Ruhr, issu du milieu syndical.

Promesses pour l'homme de la rue

Le flux franchement monotone du discours de Monnet ne se fit chaleureux qu'à l'endroit de son exposé où il parla de l'indépendance des neuf délégués, qui s'étaient réunis une première fois dimanche dernier pour leur travail en commun. Pas de directives des gouvernements, ni de dépendance d'aucune autre sorte, pas d'égards nationaux, mais des décisions objectives, uniquement orientées vers l'Europe – voilà en quelque sorte son leitmotiv. Et il estimait pouvoir déjà annoncer pour les mois à venir la fin de toutes les entraves douanières, de toutes les restrictions quantitatives et de toutes les discriminations. Il alla même jusqu'à s'identifier à l'homme de la rue et lui promit qu'au fur et à mesure de la réalisation du Plan Schuman il serait possible de fournir du charbon et de l'acier de meilleure qualité, dans des quantités accrues et à des prix plus bas, ce qui signifie que chacun pourra acheter davantage et que chaque famille pourra atteindre un niveau de vie plus élevé. Il convient de souligner qu'il a laissé entendre que la Haute Autorité s'efforcera d'engager «sans délai des négociations directes avec la Grande-Bretagne» afin d'établir des contacts étroits avec elle et que l'on envisageait également une coopération fructueuse avec les Etats-Unis. Mais dans l'immédiat, le travail de la Haute Autorité consiste à se faire rapidement une idée de la situation globale pour le charbon et l'acier en Europe occidentale et à établir un rapport contenant des propositions à l'adresse des gouvernements en vue de l'élimination des inégalités existantes à propos de l'imposition et des prix. Le marché commun doit devenir une réalité pour le charbon d'ici six mois et pour l'acier d'ici huit mois. Afin d'assurer la liberté du marché, la Haute Autorité pourrait fixer des prix maxima et minima, le cas échéant elle pourrait arrêter des quotas de production et, en cas de pénurie, elle pourrait répartir le charbon et l'acier. Une rémunération de trente mille dollars par an doit permettre à chaque membre de la Haute Autorité d'être indépendant dans ses décisions, ce que le statut du Plan considère comme une caractéristique essentielle.

Jusqu'à l'an 2002...

On a souvent évoqué, ces jours-ci, le souvenir de la nuit du Nouvel An 1834, de la naissance de l'Union douanière allemande, que Heinrich von Treitschke décrit ainsi dans un passage devenu célèbre: «Au dernier son de cloche de l'année écoulée les barrières se sont levées, les chevaux sont partis de l'avant, avec des cris de triomphe et des coups de fouet on s'est élancés dans le pays libéré». Certes, fidèle au pathétique de son temps, Treitschke a ajouté que les fines oreilles avaient déjà alors entendu le vacarme de la bataille de Sadowa. Faire taire à jamais en Europe tout vacarme de ce genre, voilà le but que s'est tracé la CECA. L'expérience mérite le respect, pour son courage et donc pour son objectif. Nous n'aurons certainement pas à faire patienter notre curiosité jusqu'à l'an 2002, jusqu'au terme du plan, pour savoir si cette idée ambitieuse a pu jeter l'ancre dans les réalités de notre temps.